



*Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Évolution des Mentalités*

# **Les principaux indicateurs socio-économiques du Burundi**

**Octobre 2015**

## I. Introduction

Le Burundi dans son histoire a été marqué par des crises politiques et instabilité gouvernementale sans répit. Cela ne lui a pas permis d'avoir une période plus ou moins longue lui permettant de se pencher aux défis de lutte contre la pauvreté en créant de la richesse et de la croissance avec une meilleure répartition des revenus.

En effet, malgré le recouvrement de l'indépendance sous l'égide du charismatique leader « le Prince Louis RWAGASORE » qui, dans son brillant discours centrait sa vision du développement sur l'action des coopératives et le leadership fort, les lendemains ont vite déchanté. Tenez :

- La période monarchique (1962-1966) post indépendance a été marquée par une instabilité gouvernementale marquée par des rivalités Monrovia Casablanca : en moyenne, neuf mois par gouvernement comme longévité.
- La première République est l'une des périodes les plus sombres de l'histoire du Burundi. Des crises qui emportèrent une grande part de l'élite burundaise, l'intrigue, l'incurie politique, le laxisme étaient au rendez-vous.
- Cependant, la deuxième République se montra au début réformatrice (1<sup>ère</sup> quinquina) et c'est à cette période où le Burundi s'est doté des infrastructures modernes dans plusieurs secteurs. Mais vite après, le régime s'est brouillé dans des conflits stériles avec l'Eglise altérant ainsi son image à l'extérieur, restreignant ses appuis extérieurs alors que même la période du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) avait sonné.
- Quant à la troisième République, juste au début de son avènement, la crise Ntega – Marangara provoqua un choc qui fit que dans le programme gouvernemental, le politique prit le dessus sur l'économie avec l'inauguration de la politique de l'unité nationale.
- Après, fut l'avènement de la démocratie en 1993. La crise qui a éclaté est arrivé à son comble.
- De 1993 – 2005, les burundais connurent la traversée du désert avec des croissances négatif et le recul du PIB au niveau économique.
- L'espoir semblait naitre avec 2005. Mais de 2005 à 2015, les tensions politiques ont subsisté (élections de 2010), la morosité de la croissance n'a pas permis la relance économique et voila que 2015, la crise nous engloutit encore et ce qui est grave, sa sortie n'est pas cernée. Mais entre temps, la population qui était à 2 millions en 1960 est aujourd'hui estimée à 10 millions. C'est-à-dire, multipliée par 5 alors que nous avons le même territoire d'environ 28000km<sup>2</sup>.

Un exemple plus parlant : Le Burundi va passer bientôt 30 ans sans construire un barrage hydroélectrique parce que le dernier date de 1986.

Malgré cette situation, PARCEM constate avec amertume que la classe politique reste inconsciente par rapport à cette question. Alors qu'un politicien qui ne se soucie pas d'améliorer le sort quotidien de son peuple n'en est pas un. La classe politique burundaise veut toujours régner sans gouverner. Rare d'attendre dans la bouche d'un politicien burundais la manipulation des indicateurs de développement, la démonstration de sa vision de l'économie, de la croissance et du développement du bien-être social.

## **II. L'état des indicateurs**

Les indicateurs socio-économiques sont et resteront les véritables instruments d'évaluation de performance d'une économie. Actuellement certains indicateurs sont utilisés pour mesurer le degré d'émergence d'une économie. Nonobstant, pour plusieurs dirigeants, spécialement en Afrique où la redevabilité n'est pas une culture, la moindre référence sur les données socio-économiques est inexistante.

Ils font des promesses aux populations en l'air d'une manière démagogique, ne se soucient guère de leur mise en application et ne se livrent pas à l'exercice d'être évalués. Les indicateurs les plus couramment utilisées : Taux de croissance, PIB, PIB/hab, déficit budgétaire, Taux de pauvreté, taux de malnutrition, etc.

**Exemple** : La superpuissance économique chinoise s'est construite sur un taux de croissance à deux chiffres sur une plus longue période (plus de 20 ans) et la pauvreté qui était à 80% des années 90 est actuellement à 20% de la population.

### **1. Taux de croissance**

Le taux de croissance est un indicateur d'augmentation de la production, création des emplois, richesse nationale et enfin de compte amélioration du bien être collectif si une meilleure répartition des ressources nationales s'en suit. Or, dès la fin de la guerre en 2005 jusqu'en 2014, le Burundi n'a jamais eu un taux de croissance suffisant pouvant lui permettre de décoller économiquement, de récupérer le manque à gagner perdu pendant la guerre. Le Burundi a eu un taux de croissance moyen de 4% alors que les experts exigeaient 7%.

Pourtant, d'autres pays, au lendemain de la guerre enregistraient des taux de croissance de 2 chiffres. Même aujourd'hui, le Burundi a un taux de croissance le plus faible de la sous région.

Exemple : Au lendemain de la guerre, de 1995 – 1999 le Rwanda a fait la moyenne de 15.7%, la Sierra Léone 13% (2000 – 2005), l'Ouganda 11% (de 1986 – 1990), selon les données de la Banque Mondiale.

## **2. PIB/ habitant**

Le PIB (Production Intérieure Brute), elle montre la capacité de la production d'un pays tous secteurs compris. Et le PIB/ Habitant prouve la moyenne de la production nationale par habitant. Le Burundi a un PIB/ hab, l'un des plus faibles de l'Afrique.

Exemple : En 2013 au moment où le Burundi avait un PIB de 2723 millions USD, alors que le Rwanda avait 7601 millions USD, la première économie africaine est le Nigeria avec 521812 millions USD, le petit pays comme l'île Maurice en avait 11937 millions USD. Au niveau du PIB/ hab, le Burundi, sur 54 pays africains classés, il occupe la 52<sup>ième</sup> place avec un PIB/ hab de 300 USD/hab.

### **Comparaison du Burundi avec d'autres pays de l'EAC (2015)**

Indicateur/pays	Population en millions	PIB en milliards deUSD	PIB/hab en USD	Taux de croissance	IDH
BURUNDI	10,2	3,3	300	4 ,8	180 e
RWANDA	11,8	8,8	721	6 ,7	151e
OUGANDA	37,6	26,1	685	6,3	164e
TANZANIE	49,3	40,2	768	7	159e
KENYA	44,4	70	1461	6,2	147

**Source : Classement exclusif de 54 pays africains (Revue Jeune Afrique)**

Quant au taux de pénétration du téléphone mobile : Burundi :24%, Rwanda :57%, Ouganda :44%, Kenya :71%, Tanzanie :56%

### **Comparaison du Burundi avec d'autres petits pays d'Afrique**

Indicateurs/pays	Population en millions	PIB en milliards de USD	PIB/hab en USD	Taux de croissance	IDH
Burundi	10,2	3,3	300	4,8	180 <sup>e</sup>
Rwanda	11,8	8,8	721	6,2	159 <sup>e</sup>
Lesotho	2,1	2,7	1286	4,7	162 <sup>e</sup>
Swaziland	1,2	4	3475	2	148 <sup>e</sup>
Djibouti	0,9	1,7	1683	5,5	170 <sup>e</sup>
Sierra Leone	6,5	6,1	868	9,9	173 <sup>e</sup>
Ile Maurice	1,2	13,6	9715	4	63 <sup>e</sup>
Guinée équatoriale	0,8	13,8	19787	-7,9	144 <sup>e</sup>
Togo	6,8	5,3	691	5,7	166 <sup>e</sup>
Gambie	1,8	1	476	7	172 <sup>e</sup>

**Source : Classement exclusif de 54 pays africains (Revue Jeune Afrique)**

La comparaison avec les pays peut donner une idée sur la performance de l'économie burundaise. Une question reste de mise : Qu'advientra le taux de croissance de 4,8% qui était prévue si cette crise perdure ?

### **3. Démographie**

D'abord, le Burundi peut vivre une situation explosive prochainement à voir sa structure démographique : selon le récent recensement environ 70% des Burundais ont moins de 25ans. Mais comme la jeuneuse au Burundi se limite à 35 ans, on ne se trompe pas si on extrapole à plus de 75% la population ayant moins de 35 ans, un taux de fécondité de 6 enfants/femme (l'un des plus élevés d'Afrique), environ 1000 naissances par jour et la surface cultivable se réduit de plus en plus. En 2030, avec le taux de croissance de la population actuelle de 3%, la population pourra arriver à 16 millions, selon les estimations de la FNUAP.

#### 4. La faim

Selon les Etats généraux de l'Agriculture et de l'élevage de Juin 2014, dans l'exposé « situation nutritionnelle et évolution de la sécurité alimentaire », on y affirmait :

- ✓ Prévalence de la malnutrition chronique la plus élevée en Afrique et dans la sous-région 58% des enfants, seuil d'alerte 40% (un enfant sur deux au Burundi a des retards de croissance et d'une manière définitive) ;
- ✓ Prévalence de l'anémie parmi les enfants de 6 à 59 mois 45%, norme <5% ;
- ✓ Prévalence de l'anémie parmi les femmes en âge de procréer 19%, norme <5%
- ✓ Apport quotidien en calorie, le plus bas de la sous région : 1600kcal/j/pers, norme 2100kcal/j/pers ;
- ✓ Production agricole et animale structurellement déficitaire de 30% ;
- ✓ Le pays le plus touché par la faim au monde selon l'indice global de la faim approchant 40% (le Burundi est le pays le plus affamé au Monde) ;
- ✓ 70% des enfants vivent dans les ménages très pauvres du pays.

Dans le magazine sorti par le journal IWACU "le Burundi a faim "de janvier 2015, on démontre comment paysans, fonctionnaires, étudiants, élèves, écoliers, petits métiers, taxi-vélos, moto etc., sont frappés de plein fouet par la faim. Beaucoup se résignent de manger une fois par jour s'ils ont de la chance. Selon encore une enquête effectuée dans la mairie de Bujumbura par PARCEM, cette situation se détériore de plus en plus avec cette crise actuelle. Tenez : Un coiffeur qui obtenait au moins 3000 Fbu avant, peut passer même deux jours sans rien empocher ; des taxis vélos qui gagnaient plus de 5000Fbu, gagnent à peine 2000 Fbu toute la journée ; des vendeurs de souliers qui écoulaient plus de 10 chaussures par jour, se voient contrés de passer plus de 2 jours sans rien vendre, pour ne citer de ceux-là. D'où le taux d'indigence, de mendicité, d'abandon scolaire ainsi que le phénomène des enfants de la rue s'amplifient au lieu de reculer. Les conséquences de la malnutrition infantile sont de plusieurs ordre : cognitive, physique, apprentissage, etc.

#### **Etat de la malnutrition au sein de l'EAC en 2012**

Pays/taux	%
BURUNDI	73,4
RWANDA	28,9
KENYA	30,4
TANZANIE	38,8
OUGANDA	34,6

**Source, données recueillies par jeune Afrique n°2831 du 12 au 18 Avril 2015 dans un article parlant du Burundi.**

D'où le Burundi est loin d'avoir atteint en 2015, le 1<sup>ère</sup> OMD très fondamental : réduire l'extrême pauvreté et la faim.

### **5. Energie**

Avec une offre d'énergie de 45MW, alors que le Rwanda en a plus de 150, la population ayant accès à l'électricité est encore inférieure à 7%, 4.8% en 2010. Actuellement, la population ne dépasse pas 25 Kwh/hab/an, soit le vingtième de la moyenne africaine.

Malgré un potentiel hydroélectrique considérable estimé à 1700MW, le Burundi importe près de 50% de son électricité. Les pertes techniques représentent 20% de l'offre (installations vétustes).

Notons que l'exploitation du Nickel nécessitera une capacité allant jusqu'à 150MW.

### **6. L'espérance de vie dans l'EAC**

Burundi : 54 ans

RWANDA : 64 ans

OUGANDA : 59 ans

KENYA : 61,7 ans

TANZANIE : 61,7 ans

**Source : Données du PNUD recueillies par l'auteur**

La moyenne en Afrique est de 57 ans, l'espérance de vie dépend de plusieurs facteurs : sécurité, alimentation, hygiène de vie, performance du système de santé (assurance, équipement).

L'espérance de vie étant fortement liée au niveau de la santé, l'état de celle-ci au Burundi laisse à désirer. Outre que les maladies devraient être éradiquées dans le cadre des OMD, paludisme, tuberculose, SIDA persistent encore, certaines constituent encore la principale cause de décès au Burundi (le paludisme). Les maladies comme le choléra se font toujours entendre au Burundi. L'équipement de nos hôpitaux, le système de financement de la santé (faible couverture de l'assurance maladie), le traitement du personnel soignant, leur disponibilité en nombre causent

encore du tort au système sanitaire et le secteur de la santé du Burundi est l'un des plus dépendants des appuis des bailleurs de fonds.

## **7. Education**

Quant à l'éducation, celui-ci reste l'un des secteurs les plus déterminants dans la création de la croissance et le développement même si le taux de scolarité a augmenté.

Les états généraux de l'éducation qui viennent de se tenir ont prouvé plusieurs défis : la qualité des locaux, insuffisance des enseignants (qualité et nombre), difficile intégration de l'école fondamentale, coût de scolarité en réalité élevé malgré les gratuités annoncées, baisse catastrophique du niveau des élèves et étudiants, etc.

Pour montrer la gravité de la situation de l'éducation, on note ceci selon un récent rapport de la Banque mondiale de 2012 : sur 200 000 personnes entrées dans la vie active, plus de 130 000 (67%) n'ont pas terminé l'école primaire, 28% l'école primaire, 3% enseignement de base, 1% enseignement secondaire, moins de 1% enseignement supérieur. Tout cela est amplifié par la grande ruralité de la population burundaise.

## **8. Urbanisation**

C'est l'urbanisation progressive qui améliore les conditions de vie de la population et leur pouvoir d'achat.

### **Taux d'urbanisation de quelques pays en 2012.**

Pays	Taux
Burundi	10.6%
Niger	17.7%
Rwanda	18.8%
Burkina	25%
Kenya	23%
Zambie	38%
Ghana	51%
Cameroun	51.8%

***Source : Classement exclusif de 54 pays africains (Revue Jeune Afrique)***

## **9. Environnement**

**Au niveau de conservation des terres**, le manque de maîtrise de l'érosion, nous fait perdre chaque année dans certaines régions plus de 100 tonnes par Ha de terre



bonne. Le drainage incontrôlé des marais, l'exploitation anarchique des mines artisanales où les sites exploités ne sont pas réparés deviennent de plus en plus fréquents.

**Au niveau de la pollution et assainissement des milieux**, déficit de traitement des eaux usées, plus de 5 millions de burundais vivent sans installations sanitaires adéquates, le choléra est devenu endémique. Selon le projet de politique nationale d'hygiène et assainissement de base, plus de 8000 enfants de moins de 5 ans meurent de diarrhée (assainissement inadéquat) chaque année.

**C'est au niveau de protection des forêts où le bât blesse.** La vitesse de déforestation au Burundi prend des allures de plus en plus inquiétantes. Les experts estiment que dans 24 ans, si rien n'est fait, plus de forêt, plus d'arbres, le désert sera de fait avec d'autres conséquences de changement climatique qui suivront automatiquement.

L'exemple le plus frappant de comparaison avec d'autres pays, c'est qu'au Burundi on enregistre 64ha de déforestation par an tandis qu'au Rwanda, on a 62ha de forestation.

### **III. Perspectives sont-elles prometteuses ?**

Pour bien cerner ça, partons de la simple analyse de la combinaison des facteurs de production (ressources naturelles, ressources humaines, capitaux) avec tous les ingrédients nécessaires pour en optimiser les résultats.

#### **1. Ressources naturelles**

Malgré cet état des choses, le Burundi possède des potentialités et des ressources naturelles qui peuvent faire de lui un pays émergent dans l'avenir.

Tenez :

- a. Un régime pluviométrique favorable : le niveau des précipitations (7 à 9 mois de pluie/an) rend possible deux saisons agricoles ;
- b. Le réseau hydrographique : ce réseau pourrait permettre l'initiation des vastes programmes d'irrigations complétées par les possibilités d'aménagement des marais qui rendent possible une production échelonnée sur toute l'année. Outre cela, le réseau hydrographique du Burundi offre un potentiel hydroélectrique d'environ 1700 Mw avec environ 300 Mw immédiatement exploitable et commercialisable ;

- c. La fertilité évidente de certaines régions comme les plaines Imbo, Moso, Buragane favorable à une agriculture intensive ;
- d. La diversité climatique des régions naturelles favorable à une spécialisation régionale des cultures, et partant, offrant des gammes variées de cultures tempérées et tropicales ;
- e. Le lac Tanganyika et sa biodiversité ;
- f. Potentiel touristique énorme : le Burundi est un très beau pays (de très beaux milieux touristiques) ;
- g. Un potentiel minier énorme : le pays dispose d'un potentiel minier qui offrirait des réelles opportunités à moyen et à long terme avec des réserves importantes de minerais. A titre d'exemple, selon les publications de l'ISTEEBU, le Burundi détient la 2<sup>ème</sup> plus grande réserve mondiale du coltan (colombite tantanite), 6% des réserves mondiales du Nickel avec près de 200 millions de tonnes sans oublier l'or. Le secteur minier représente actuellement 1% du PIB et les recettes provenant du secteur minier ne sont pas bien captées par le trésor public ;
- h. Position géostratégique de plaque tournante dans la sous région (au carrefour de deux blocs francophone à l'ouest et anglophone à l'est ainsi qu'une liaison avec la Zambie (lac Tanganyika)). cette position peut faire du Burundi une zone économique spéciale comme sont entrain de le faire d'autres pays ;
- i. Population jeune si elle était bien formée et encadrée pourrait offrir une opportunité de main d'œuvre nombreuse ;
- j. Potentiel des produits d'exportation : café, coton, thé, Banane, sucre, textile, bières, meilleurs fruits tropicaux, or et mines. Mais actuellement, le Burundi est le dernier pays qui exporte le moins au monde.

### Part des entreprises exportatrices dans quelques pays

Pays	Taux %
Afrique du Sud	57.9
Cambodge	36.8
Kenya	36.6
Burkina Faso	25.5
Rwanda	18.8
Tanzanie	12.8
Ouganda	12.4
RDC	6
Burundi	2

*Source : Rapport de la Banque Mondiale de suivi de la situation économique et financière du Burundi « De l'aide au commerce »*

Malgré cela, le secteur secondaire reste marginal 15%, le secteur primaire environ 45% occupe plus de 90% de la population, et le secteur tertiaire : 40%.

## 2. Ressources humaines

Si les dragons sud asiatiques ont pu faire des pas de géant, au niveau économique, c'est qu'ils ont investi dans l'éducation d'une manière significative. Et qui dit éducation dit formation scientifique couplée d'une formation aux valeurs positives enfin de rendre l'individu facteur du développement à travers son utilité à la société.

Or actuellement, on assiste à une dégringolade de la qualité de l'éducation, du niveau des élèves et professeurs dans un environnement de crise des valeurs à telle enseigne qu'on se demande quel type de cadres aura-t-on demain. De l'autre côté, on se demande si les meilleures compétences sont recherchées dans plusieurs domaines ? Le peu des meilleurs cadres et intellectuels dont on dispose, les gère-t-on rationnellement ? Le culte du meilleur est-il appliqué ?

La séparation des postes techniques des postes politiques est-elle consacrée comme la loi l'exige pour avoir des hommes qu'il faut à la place qu'il faut ? Les nominations politiques cherchent-elles les meilleures compétences ? Exemple : **liste bloquée**

Avons-nous un plan de disponibilisation des ressources humaines compétentes à court, moyen et à long terme ? Avons-nous une base des données des différentes compétences ? Tout cela Non.

Pour montrer le rôle déterminant de la formation dans le développement, partons de l'exemple du Japon pendant la révolution Meiji : « le Japon entreprit un gros effort

pour créer une économie moderne avec l'aide des techniciens européens et de Japonais revenant d'Amérique ou d'Europe où le gouvernement les avait envoyés recevoir une formation technique », *source : Histoire contemporaine du monde* ; tout le monde sait le miracle Japonais.

Au Rwanda, le ministre des finances qui a redressé l'économie, c'est le récent directeur général de la BAD Monsieur Donald KABERWA, la ministre de l'intégration régionale fut ancien vice président de l'OMC, l'actuel président du Rwanda Development Board est l'ancien ministre mauricien des finances qui a fait des miracles à l'Île Maurice, le Rwanda n'hésite pas à s'entourer des cabinets d'experts comme celui de l'ancien premier ministre britannique Tony Blair.

### **3. Les capitaux**

La recherche des moyens pour financer le développement reste fondamentale, l'Europe après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale n'a-t-elle pas été sauvée par le plan Marshall. Le Burundi, lui en a besoin avec acuité pour son décollage économique. En effet, pour s'assurer une croissance économique, une prospérité et un développement durable, tout pays a besoin des fonds d'investissement substantiels.

1. au niveau interne, le Burundi souffre d'une quasi absence d'épargne intérieure pour financer l'investissement.

- a) Les ressources publiques : s'il ya une chose qui manque, ce sont les fonds d'investissement interne dans le budget de l'Etat, plus de 90% du budget d'investissement dépend des appuis des bailleurs de fonds, les ministères de l'agriculture, des travaux publics, de l'énergie et mines, de la santé, de l'éducation dépendent largement des bailleurs de fonds dans leur budgets, la contribution interne dépasse rarement 20%. Même le fonctionnement est à peine couvert, les appuis budgétaires viennent toujours aider le gouvernement à rembourser les avances sollicités régulièrement à la BRB pour faire face au problème de trésorerie. La capacité mensuelle de l'OBR en situation ordinaire était estimée entre 40 milliards et 50 milliards avec une pression des dépenses mensuelles dépassant 70 milliards. Sans oublier les exonérations qui dépassent les 100 milliards alors qu'elles sont estimées à 18 milliards ainsi que la faible capacité de perception fiscale (pression fiscale : 18%, 70% d'économie informelle). En effet, en Afrique, les prélèvements publics dépassent rarement 20% de richesse nationale alors qu'elles sont de plus de 50% en Europe.

- b) Quand au secteur bancaire et financier, il est largement dominé par les banques commerciales qui financent rarement l'investissement à long terme moins de 20% de leurs activités, même le marché financier annoncé n'est pas encore opérationnel car il devrait mobiliser l'épargne stable de long terme. Le taux d'intérêt et l'inflation n'arrangent pas aussi les choses dans le financement de l'investissement. Un autre élément à signaler, c'est la tendance du secteur bancaire à financer l'Etat à travers les certificats du trésor au détriment du secteur privé alors que l'émission de ces certificats du trésor finance rarement l'investissement public mais par contre finance le fonctionnement ; mais aussi la morosité de l'environnement économique a fait augmenté le taux des impayés bancaires (créances en souffrance). L'Etat étant le premier consommateur, le non paiement de ses dettes cause du tort aux entreprises et aux banques.

La micro finance n'est pas encore développée alors qu'elle a produit des miracles au Bangladesh avec Mohamed YUNUS.

## 2. Le financement extérieur

### a. **L'Aide Publique au Développement (APD)**

L'APD, celle-ci est régi par la déclaration de Paris de 2008 et le plan d'action d'Accra, elle régit la coopération entre les pays pauvres et les pays riches, elle est destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde. Elle se base sur 5 principes : Appropriation, Alignement, Harmonisation, Gestion axée sur les résultats et Responsabilité mutuelle.

Au Burundi, elle est sensée financer les CSLP dans le cadre du principe d'appropriation. Le Burundi est l'un des cinq pays les plus dépendants de l'APD au monde mais qui en bénéficie moins au niveau de son volume/hab.

A l'heure qu'il est, le Burundi ne peut pas se passer de l'APD, c'est une source de financement de plus de 50% du budget (Appui budgétaire et appui projet). Cependant sa mobilisation n'est pas satisfaisante, elle est souvent conditionnée à travers le principe d'alignement. Les types de conditionnalités sont les suivants : stabilité politique, légitimité des institutions, respect des droits de l'homme, bonne gouvernance et capacité de gestion (planification, exécution, évaluation). La capacité de mobilisation de l'APD était déjà faible au Burundi suite à la bonne gouvernance et la capacité de gestion et le respect des droits de l'homme.

Selon le rapport de la CNCA de Novembre 2014, les axes du CSLP enregistraient un gap de financement très important.

Le 1<sup>er</sup> axe sur la bonne gouvernance enregistrait un gap de 84%, axe n°2 sur la croissance économique 78% des besoins, l'axe n°3 liée aux services de base 39% des besoins, gestion de l'espace et de l'environnement durable 93%, le total général :71%,total des besoins :6,7milliards ,le gap :4,7 millions de USD

Pour comprendre la nécessité de l'APD au niveau local, prenons l'exemple de la commune Muhanga de la province de Kayanza. Le Plan Communal de Développement Communautaire de cette commune (PCDC II) montre que pour réaliser les différents projets de développements de 2013 à 2018, telle que proposé par les habitants, une somme d'environ 16 164 600 000 Fbu doit être mobilisée. Parmi cette somme, la contribution de la population est de 736 millions (4.5%), la commune environ 1.5milliards (9.3%) et l'appui des bailleurs (APD) est d'environ 14 milliards de nos francs soit 86.2%.

Pour être plus concret dans cette même commune, un marché communal devrait être réhabilité à plus de 650 millions de francs burundais. La participation de la population s'élevant à 25 millions (somme déjà payée) et le reste par les bailleurs. Suite aux tarissements des appuis des bailleurs de fonds, ce marché n'a jusqu'aujourd'hui était réhabilité.

Pour montrer l'importance de la gouvernance dans la mobilisation de l'APD, dans le cadre de CPIA utilisée par la Banque Mondiale, le Burundi n'a pas une note lui permettant d'accéder aux crédits consistants de la Banque Mondiale, il a une note en deçà de la moyenne requise et la cause, c'est la corruption dans l'administration publique.

## **b. Emprunts**

Depuis que le Burundi a atteint le point de l'IPPTE (Initiative des pays pauvres très endetté),il est quasi interdit au Burundi de s'endetter à l'extérieur vu ses performances économiques actuelles ,que ce soit auprès des institutions classiques telle que la Banque Mondiale, la FMI, et autres ou les marchés financiers actuellement en vogue.

Les marchés financiers constituent une source de capitaux très importants pour des pays dont les performances économiques sont évidentes évaluées par des systèmes d'annotations. Des pays comme le Ghana, Rwanda, côte d'Ivoire, Kenya y accèdent facilement. Exemple d'illustration : le Rwanda a pu mobiliser sur le marché financier,

un montant de 300 millions de USD pour le seul projet de développement du tourisme d'affaire, c'est en fbu le montant des appuis projets annuel du Burundi. A l'heure actuel, le Burundi ne peut pas penser y accéder un seul instant.

### c. IDE (Investissements Directs Etrangers)

Au niveau du secteur privé, c'est la forme la plus déterminante pour doper la croissance des pays pauvres. Pour le cas du Burundi, malgré certaines réformes initiés pour développer l'environnement des affaires comme les délais de création d'entreprise, des entraves structurelles subsistent : manque criant d'énergie : 45MW qui ne suffit même pas pendant la saison sèche et dont à peu près la moitié est importée, problème de corruption dans l'administration, justice, infrastructures modernes de qualités.

Exemple : selon le rapport le la BAD de 2009 intitulé ***un plan d'action pour les infrastructures au Burundi***, le Burundi a besoin d'un programme d'investissement des infrastructures de qualité estimé à environ 4,6 milliards de dollars américain environ 7600 milliards de Fbu pour avoir un taux de croissance inférieur à 7%, faible urbanisation limitant le marché intérieur, environnement macro-économique, politique budgétaire inspirant une insécurité fiscale chez les investisseurs, problème des devises .

#### Tableau montrant le montant des IDE pour quelques pays en million des USD

Pays	IDE
RDC	2098
Tanzanie	1872
Ouganda	1146
Ethiopie	953
Kenya	514
Djibouti	286
Iles Maurice	259
Rwanda	111
Swaziland	67
Burundi	7

**Source : données de la revue JA sur le classement des 54 pays africains**

La privatisation des entreprises publiques qui devrait servir d'opportunités pour mobiliser les investissements étrangers afin de les rendre plus performantes a été un fiasco, alors que dans la sous région le travail est presque terminé. Tout cela à cause de la spéculation et la corruption qui entoure les processus de privatisation. Plus d'un se pose la question de savoir pourquoi la privatisation vient de changer de ministère

de tutelle ? Ailleurs dans d'autres pays, les villes, les centres se transforment grâce aux investisseurs étrangers et cela contribue dans la réduction du chômage.

Exemple : Source du Nil, ONATEL, l'espace non encore bâti de l'ancien FFB

#### **d. Transferts de la diaspora**

La diaspora, une fois arrivé à l'extérieur peut contribuer dans l'investissement dans leur propre pays d'origine, sur ce terrain, le Burundi est aussi moins nanti, pas d'investissement consistants de la diaspora. Mais ailleurs, des quartiers entiers sont construits par la diaspora.

Selon les données de l'OCDE, le montant des transferts de la diaspora est supérieur à l'APD qui n'a jamais été 0,7% du PIB des pays donateurs. En l'an 2012, les transferts de la diaspora de la Somalie-land étaient supérieurs au montant de l'APD octroyé à certains pays Africains dont le Burundi alors que la Somalie-land n'est pas un pays reconnu par la communauté internationale.

De manière concrète, le Burundi souffre cruellement de manque de fonds pour son véritable décollage économique. Seul l'APD à travers les dons reste la source principale des devises pour combler la balance commerciale qui est toujours lourdement déficitaire < à 20%.

#### **4. la gouvernance, leadership, planification**

Le Burundi ne cesse d'être épinglé comme l'un des dix pays les plus corrompus du monde, le 1<sup>er</sup> de l'East African surtout au niveau de la grande corruption. Et quant on parle corruption, comprenez aussi les infractions connexes : détournement, enrichissement illicite, blanchiment, trafic d'influence, abus des biens sociaux, favoritisme dans les marchés publics, concussion.

Selon un rapport de la Banque Mondiale et FMI au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, il a été constaté que les pays les plus performants économiquement sont les pays les plus avancés en leadership et en bonne gouvernance.

#### **A propos de la capacité de planification et de leadership dans l'administration**

Pour ce qui est du problème de la planification, dans le rapport de la CNCA 2014, on mentionnait l'obstacle suivant : "il a été démontré que les ministères sectoriels ont du mal à cadrer leurs besoins et de les entrer dans les plafonds des dépenses prévisionnelles définis par le cadrage budgétaire du CSLPII tel que présenté à Genève. cela dénote les difficultés qu'ont les ministères sectoriels à définir des priorités et prouve encore une fois qu'un travail de planification solide et d'encadrement



rapproché des ministères sectoriels reste toujours nécessaire et doit être renforcé pour restaurer une cohérence entre les processus de planification, de budgétisation et de coordination.”

Le même rapport continue, une autre contrainte du côté burundais, c’est le déficit des capacités institutionnelles et du leadership qui a une implication négative sur l’affectation des ressources, capacité d’absorption et la qualité du dialogue entre le gouvernement et les partenaires.

En effet, le Burundi possède plusieurs documents : Vision 2025, CSLPII, SNBGLC, PNIA, Stratégie Nationale de développement du secteur privé, plusieurs états généraux ont été organisés (Agriculture, Education, justice ...), etc. encore plus d’un s’étonnent de voir le plan rattaché au ministère de la bonne gouvernance. Bref, le Burundi n’a pas encore entré dans la phase d’usage du budget explicatif. Mais la traduction de ces documents dans des cadres permettant une budgétisation efficace comme le CDMT, document de mobilisation des fonds des partenaires par excellence dans le contexte de la déclaration de Paris fait défaut. Dans le document "revue des dépenses publique du Burundi», on mentionne ce qui suit sur les CDMT : « la qualité du CDMT du Burundi s’est détérioré au fil des temps soulevant les inquiétudes quant à l’aptitude à utiliser cet outil. Le CDMT contient d’importantes incohérences, ce qui dénote la faible capacité des autorités burundaises à appliquer le CDMT efficacement, le CDMT n’est pas encore utilisé comme document de planification au Burundi est c’est un handicap dans la mobilisation des appuis des bailleurs de fonds.

L’autre carence dont souffre le Burundi, c’est la crise du leadership dans les sphères politiques. Mo IBRAHIM dans son récent rapport dit ceci : "si l’Afrique ne va pas toujours aussi bien qu’elle le devrait, c’est parce que elle manque le leadership fort surtout dans les sphères politiques".

En effet, par exemple, le problème de la classe politique burundaise actuelle, c’est qu’elle veut régner sur ce petit pays pauvre (l’un des derniers du monde) sans le gouverner réellement. Les politiciens sont obnubilés par leurs intérêts et un égoïsme légendaire et trempent dans la corruption à telle enseigne qu’ils oublient leur devoir élémentaire de remédier aux souffrances de leurs concitoyens en améliorant leur sort quotidien. Se sentant peu redevables, ils surfent sur l’ignorance de leurs compatriotes en les manipulant pour leurs intérêts et le citoyen reste un sujet malléable et manipulable pour les intérêts des dirigeants et hommes politiques au lieu d’être un sujet de droit et de dignité.

La preuve, ils peinent à démontrer la vision qu'ils ont pour le pays et la capacité de leadership. Ils ignorent complètement l'état actuel du pays dans plusieurs secteurs d'où même des solutions peinent à venir. MO IBRAHIM conclut que l'Afrique a besoin d'une nouvelle génération des dirigeants éclairés.

Exemple : Faible mobilisation politique au moment de lancement des ODD.

### 5. L'impact du contexte actuel

Le contexte actuel s'il perdure, le Burundi, au lieu d'avancer, il va reculer, les 4,8% de croissance escomptés risqueront d'être négatif.

Tenez :

- ✓ Les indicateurs qui étaient en rouge vont s'empirer, le taux de croissance qui était prévu pour 4.8, le FMI l'a déjà évalué à -7%, l'inflation estimé à 11%, etc.
- ✓ Manquer à gagner à l'OBR avoisinant 100 milliards de Fbu
- ✓ Gel de l'appui budgétaire d'environ 90 milliards
- ✓ Réduction des importations et exportations, les importations actuellement privilégiés sont presque exonérées
- ✓ Réduction des activités (hôtels, chômage, etc.). Selon une enquête menée dans les hôtels de la capitale, le taux d'occupation des chambres a passé de 50% à 10% pour certains hôtels et 45% à moins de 5% le mois. Ces hôtels ont même renvoyé en chômage technique plus de 70% de son personnel, etc. Exemple concret **hôtel Ego** avec 94 employés au début mais actuellement 19 seulement, **Roca Golf** avec 114 employés au début mais aujourd'hui 37 employés seulement
- ✓ Gel de certains projets de coopération
- ✓ Incapacité de suivre le rythme de l'intégration. Dans le budget 2015,
  - Belgique : 164 milliards,
  - Hollande : 95 milliards ;
  - Allemagne : 47 milliards,
  - UE (environ 800 millions d'euros sur 4ans) et BM intervenaient dans l'énergie.
- ✓ Impossibilité d'améliorer des infrastructures (Energie)
- ✓ Détérioration de la qualité des services de base (santé, éducation, justice),
- ✓ Crise des devises (récente mesure),
- ✓ Détérioration davantage de la gouvernance, plus de thuriféraires que des cadres compétents ;
- ✓ Surtaxation davantage des produits de 1<sup>ère</sup> nécessité ;

- ✓ Augmentation des arriérés de paiement sur le secteur privé ; en 2012 ils étaient à 4 milliards de Fbu ;
- ✓ Recours nocif à l'économie de la planche à billets, actuellement dépassant 200 milliards, avec un stock non encore apuré de 400milliards ;
- ✓ Faible niveau de transparence qui continue même à s'amplifier : Aucun rapport sur l'exécution du budget 2015 qui d'ordinaire sortes trimestriellement, pas des TOFE publiés mensuellement, la publication mensuelle des recettes collectées par l'OBR a été interdite, le projet de loi des finances 2016 jusqu'aujourd'hui inexistant, etc.
- ✓ Une précarité économique qui risquera de nourrir davantage l'instabilité politique.

Bref, une paupérisation qui va frapper davantage la population et une réduction sensible des capacités de l'Etat de s'acquitter de ses missions régaliennes, sociales et économiques.

## **6. Quelques idées**

Pour conclure cet épisode, il sied de signaler ce qui suit :

Au moment de l'élaboration du CSLPII, six principales entraves au développement du Burundi ont été identifiées :

- ✓ Croissance démographique non maîtrisée
- ✓ Inefficacité des systèmes de production agricole,
- ✓ Faible exécution de la dépense publique
- ✓ Faibles investissements publics et privés ;
- ✓ Déficit persistant de l'énergie électrique,
- ✓ Faiblesse des capacités de pilotage du développement.

Dans le rapport d'évaluation conjointe de l'aide budgétaire au Burundi (2005-2013), certains facteurs de fragilité ont été identifiés :

- ✓ Instabilité politique ;
- ✓ Instabilité macro-«économique liée à la vulnérabilité aux chocs externes ;
- ✓ Instabilité sociale liée à l'extrême pauvreté et les perspectives donnant peu d'espoir à la jeunesse, chômage
- ✓ Dépendance par rapport aux aides extérieures
- ✓ Risque fiduciaire liée à la faible capacité de gestion des finances publiques
- ✓ Incapacité institutionnelle couplée à une résistance aux réformes
- ✓ Niveau élevé de corruption

- ✓ Tendance à la concentration forte du pouvoir économique et politique
- ✓ Problèmes fonciers liés à la rareté progressive des terres cultivables
- ✓ Enclavement du pays
- ✓ Etc.

Dans le document de la Banque Mondiale sur la situation économique et financière du Burundi intitulé : "**De l'aide au commerce**" on y affirmait que si le Burundi reste instable politiquement et garde le rythme de croissance actuelle, il sera plus pauvre en 2025 qu'il ne l'est aujourd'hui.

## **7. Des bons exemples existent**

### **a. Le Lesotho**

Le Lesotho est un petit pays enclavé de la catégorie des pays moins avancés avec des contraintes et défis similaires à ceux du Burundi, en 10 ans, il vient de multiplier par 3 ses exportations et de faire bouger son PIB /hab. de 337 USD/hab. à 1193USD/hab. Secret :

- ✓ Chercher les compétences jusqu'à faciliter l'immigration ;
- ✓ Développer les infrastructures de qualité ;
- ✓ Attirer les IDE par une bonne gouvernance, transparence et réformes prometteuses.

### **b. Le Malawi**

Pays frappée dans le temps par une malnutrition plus que le Burundi vient de réformer son agriculture d'une manière spectaculaire en s'assurant une autosuffisance alimentaire en quantité et en qualité.

### **c. L'île Maurice**

Appelé aujourd'hui pays des miracles, lors de son indépendance en 1968, on ne donnait pas cher de ce caillou volcanique perdu dans l'océan Indien. Et pourtant dans cet Etat où les communautés vivent en bonne intelligence (il n'y jamais eu de coup d'état), l'essor économique a été fulgurant. Avec une superficie égale à la province de Gitega, elle produit dix fois plus que le Burundi. Avec ses réformes, elle a pu augmenter les IDE de 62 à 259 millions d'USD. Ses ressources, le sucre, le textile, le tourisme. Au niveau de la gouvernance, c'est le 1<sup>er</sup> en Afrique au niveau du doing business et le 1<sup>er</sup> à l'indice Mo Ibrahim.

Exemple frappant, au moment où la SOSUMO jubile avec une production de 25000Tonnes, l'île Maurice peut en arriver à 600.000 tonnes.

#### **d. Le Rwanda**

Dévasté par un génocide, il y a vingt ans, le pays pauvre et enclavé réalise un spectaculaire redressement économique. Il mise sur le café, le coton, le thé, le tourisme etc. Exemple en 2013, le Rwanda a attiré plus d'un 1 million de visiteurs générant une recette de plus de 330.00 millions de USD contre 62 millions en 2000, il vient de lancer un projet de tourisme d'affaire qui devra rapporter dès 2015, un revenu supplémentaire de 150 millions de USD. Toujours dans le développement des services, il vient de lancer une compagnie aérienne qui commence à s'affirmer dans la sous région. Pour y arriver, un effort dans la gouvernance : pays le moins corrompu dans la sous région. Selon le rapport du World Economic Forum, le Rwanda est le 3<sup>ème</sup> en termes de compétitivité en Afrique subsaharienne. Un autre secret : **la religion du résultat (guhiga)**.

#### **e. Singapour**

Un véritable dragon sud asiatique, le miracle Singapourien inspire plus d'un, une cité de plus de 5 millions d'habitants qui s'est assurée un développement et une prospérité extraordinaire.

Le fondateur du Singapour moderne LEE KUAN YEW aimait dire : "j'ai bâti une nation à partir de rien, rappelle-t-il dans ses mémoires. En moins d'un demi-siècle, j'ai aidé à créer ce que les jeunes Singapouriens d'aujourd'hui considèrent comme un acquis : la stabilité, la croissance et la prospérité.

#### **f. La RDC**

Naguère considéré comme un géant endormi, il est entrain de se réveiller avec du taux de croissance de 8%, Kinshasa se transforme, des infrastructures, une agriculture intensive.

#### **g. D'autres pays**

D'autres pays comme l'Ethiopie ; la Mauritanie, la Côte d'Ivoire après la guerre avec des taux de croissance de plus de 8%. La Corée du sud dans les années 1930 avait un PIB égalisant celui du Ghana et du Kenya mais aujourd'hui, elle est membre du G20, c'est-à-dire Vingt grands au monde

#### **IV. Concrètement : quelle panacée pour le Burundi ?**

Les burundais doivent savoir que cette crise constitue une honte pour notre pays car nous avons déjà constitué notre socle de stabilité (Accord 'Arusha et différents accords de paix). Il est insensé de replonger dans cette crise.

Pour ce, ce n'est plus le temps des spéculations de se cramponner dans ses positions, il faut un dialogue sincère, inclusif de tous les acteurs pour remettre le pays sur les rails car actuellement il a déraillé. Et PARCEM invite les hommes politiques de mettre de côté leurs spéculations, égoïsme habituels pour mettre en avant la nation et le peuple burundais et celui-ci veut des résultats concrets à l'issue de ce dialogue. Ces résultats devraient être les suivants :

1. Arrêt de toutes formes de violence verbale ou physique qui ne profite à personne, tueries sélectives, arrestations arbitraires ou qui ne se conforment pas à la loi, qui alimentent un sentiment de peur ou d'autodéfense chez certains. Encore une fois, c'est la jeunesse qui est entrain d'en faire les frais. Bref, un climat d'apaisement qui permet le retour des réfugiés ;
2. L'engagement au retour à l'esprit d'Arusha, véritable gage de stabilité à long terme, sauvegarder ses acquis (forces de l'ordre professionnelles inspirant confiance à tout le monde, limitation des mandants, partage du pouvoir), engagement à ne pas modifier la constitution, faire une véritable appropriation citoyenne de l'Accord d'Arusha. Ce qui n'a pas encore été fait.
3. Avoir des institutions avec toute légitimité requise pour retrouver la confiance de la communauté internationale. Cela permettra la mobilisation des fonds dont le pays à besoin pour alléger la souffrance du peuple et d'apaiser le pays à travers une gestion efficace et intelligente de cette période de mandat controversée avec comme objectif ultime le retour aux élections régulières, transparentes, inclusives, apaisées et partout non contestées (la particularité burundaise c'est que ce n'est pas encore la modification de la constitution, c'est l'interprétation divergente).
4. Un engagement de la part de la classe politique où le respect des principes sacro-saints de la bonne gouvernance :
  - La lutte contre le détournement des biens publics ;
  - L'enrichissement illicite (déclaration sérieuse des biens) ;
  - Le blanchiment ;
  - Les hommes qu'il faut à la place qu'il faut à travers la séparation des postes politiques des postes techniques ;
  - L'indépendance de la magistrature ;
  - La liberté d'expression et des médias ;
  - La redevabilité.
5. Une dynamique de vision commune pour faire décoller ce pays économiquement et en faire un pays émergent, l'amélioration du bien être pourrait renforcer la stabilité.

**Que signifie cette émergence** : le mot est utilisé pour exprimer un pays qui quitte le groupe de pays pauvres et fragiles qui se fait respecter et qui limite sa dépendance forte vis-à-vis de l'aide. L'émergence d'un pays est synonyme de la croissance, la prospérité et la stabilité.

**Pourquoi le leadership fort** : le Burundi a besoin d'un leadership éclairé et transformationnel qui s'exprime par une vision, une compétence, une bonne exemplarité, un patriotisme sincère et qui engage le pays sur des réformes prometteuses et salvatrices et qui révolutionne les mentalités et comportement des burundais. Ce leadership s'exprimera à travers le renouvellement progressif de la classe politique burundaise avec des nouvelles idées et de nouvelle façon de faire la politique.

Même dans l'histoire, des pays ont à une certaine époque des leaders qui ont contribué à stabiliser, à réformer, à moderniser leur pays en jetant les bases de stabilité et de croissance.

Exemple :

- Périclès pour la Grèce antique
- Mustafa Kemal Atatürk pour la Turquie
- La révolution Meiji au Japon avec l'empereur Mutsuhito
- L'action des pères fondateurs de l'Amérique, Washington, Madison, Monroe, Lincoln, Jackson
- Général de Gaulle pour la France
- Churchill, Thatcher pour la Grande Bretagne
- Deng Xiaoping pour la Chine
- Lee Kuan Yew pour la Singapour
- Jomo Kenyatta du Kenya
- Nyerere pour la Tanzanie
- Houphouët Bouagny pour la Côte d'Ivoire
- Lula Da Silva pour le Brésil très récemment Angela Merkel actuellement pour l'Allemagne
- Etc.

Pourquoi 2030, 15 ans ont été jugés comme un délai nécessaire pour la relance et l'aboutissement à l'émergence et en plus c'est l'année de réalisation des nouveaux objectifs de développement durable :

- ✓ L'objectif serait par exemple d'atteindre plus de 1000USD/hab en 2030. comme PIB/hab. De chercher un taux de croissance de 7% à partir de 2017,

le faire arriver à 2 chiffres à partir de 2020 jusqu'à 2025 et le maintenir supérieur à 7% jusqu'en 2030

- ✓ Quant à la mobilisation des moyens, le Burundi s'attèlerait par exemple à maximiser la mobilisation de l'APD qui l'aiderait à se doter d'infrastructures (énergie, bâtiments divers, routes, communications, etc.) et de mettre en application toutes les réformes nécessaires pour soutenir la bonne gouvernance, l'environnement des affaires et partant le secteur privé. Cela permettra l'accroissement des IDE jusqu'à plus de 200 millions de USD en 2025 et à ce moment (2025) le Burundi pourrait commencer à accéder sur les marchés financiers extérieurs en émettant des titres.

En conclusion « **nous pouvons nous aussi car, les autres ont pu** » parfois avec des potentialités inférieures aux nôtres.

### **Etapas à suivre**

- 1) Leadership
- 2) Stabilité politique
- 3) Conscience des ressources naturelles et potentialités
- 4) Meilleure planification à travers les choix économiques stratégiques
- 5) Document et politique de référence
- 6) Compétences et capitaux (moyens humains et matériels)
- 7) Bonne gouvernement et leadership dans la gestion
- 8) Croissance économique, suivie de l'augmentation des capacités de l'Etat
- 9) Meilleure répartition et sauvegarde de l'environnement
- 10) Prospérité
- 11) Stabilité politique renforcée.